

Comprendre les massacres

par Stathis N. Kalyvas

DANS la plupart des cas, les attaques contre les villages (...) ont été accompagnées d'actes d'une extrême brutalité. Les maisons ont été incendiées, et, parfois, les villageois y ont été brûlés vifs. (...) Dans un cas, quelque 500 bandits, après avoir réduit la gendarmerie et ses 64 occupants, ont exécuté 24 villageois, parmi lesquels 4 hommes, 5 femmes et 15 enfants âgés de trois à neuf ans. Tous ont été massacrés au pistolet, au couteau ou à la hache. Une femme enceinte a été éventrée, ses huit enfants et leur père ont été tués. Quarante-cinq maisons ont été incendiées.

Cette description pourrait concerner l'Algérie, mais ce n'est pas d'elle qu'il s'agit ici. Extraites d'un télégramme envoyé, le 14 mars 1947, par l'ambassade britannique d'Athènes au Foreign Office, à Londres (Foreign Office, dossier FO 371/67075), ces lignes décrivent l'attaque menée, le 26 septembre 1946, par les communistes de l'Armée démocratique contre le village de Mandalos, en Macédoine centrale. Une attaque parmi les centaines d'autres qui furent perpétrées entre 1943 et 1949, durant les six années de la guerre civile grecque.

La ressemblance avec les évé-

nements d'aujourd'hui, en Algérie, est frappante : mêmes attaques contre les villages, mêmes atrocités contre les civils, y compris les femmes et les enfants massacrés au couteau et à la hache. Pourtant, de prime abord, la guerre civile grecque ne ressemble en rien à la guerre civile algérienne. En Grèce, il s'agissait d'un conflit « idéologique » opposant des communistes à des nationalistes dans le contexte de l'occupation allemande, puis dans celui de la guerre froide. En Algérie, les affrontements paraissent motivés par le fanatisme religieux.

Une première remarque s'impose : en dépit de leur caractère abominable, les massacres algériens ne sont pas « une horreur sans précédent », comme l'affirme Alain Finkielkraut (*Libération* du 21 janvier). Si, en Grèce, les violences systématiques perpétrées contre les populations civiles n'ont pas eu droit à la même couverture médiatique que les événements algériens d'aujourd'hui, elles n'en sont pas moins malheureusement typiques des guerres civiles de ces dernières décennies, malgré leurs profondes différences d'ordre idéologique, politique, historique et sociologique. Que l'on se souvienne, par exemple, des Escadrons de la

mort au Salvador ou du Sentier lumineux au Pérou.

Dans le passé, ce type de violence n'a guère épargné non plus la France, comme en témoigne, en 1794, la réaction thermidorienne dans le Midi, où hommes, femmes et enfants furent presque tous massacrés au couteau. Ce n'est pas sans raison que les républicains appelèrent leurs ennemis des « égorgeurs » ! Les massacres commis à l'aide de couteaux paraissent exercer une fascination particulière. Ils sont pourtant typiques d'un contexte rural où ils expriment l'adaptation guerrière d'un savoir-faire civil et non une culture de haine spécifique.

Les massacres algériens sont généralement décrits comme d'incompréhensibles actes de folie sadique, œuvre des « fous de l'islam ». Sadiques, certes, ils le sont ; mais ils ne sont pas irrationnels pour autant. L'étude attentive des éléments obtenus çà et là en Algérie révèle que la première impression de massacres commis au hasard est fautive. Les tueries sont sélectives, et les cibles sont d'abord des familles pro-islamistes qui ont changé de bord en acceptant les armes fournies par l'armée. La comparaison dans le temps et dans l'espace des guerres civiles suggère que ce type de terreur sélective et ciblée

constitue la stratégie par excellence des mouvements de guérilla et des groupes paramilitaires.

Lorsqu'un général algérien, récemment, affirma ne pas être en mesure de mettre une sentinelle devant chaque maison, tout le monde se gaussa de lui. Pourtant, il exprimait le problème de base de toute guerre civile : l'incapacité de chaque camp à contrôler la totalité du territoire – villages

déjà utilisé sur de nombreux fronts, dans plusieurs autres guerres civiles, même si les médias ne s'en sont guère préoccupés.

La terreur n'est jamais le monopole d'un camp. Le gouvernement grec, durant la guerre civile, les Jacobins, durant la Révolution française, les généraux algériens, aujourd'hui, l'ont utilisée, de façon souvent plus discrète mais non moins horrible.

Mêmes attaques contre les villages, mêmes atrocités contre les civils, y compris les femmes et les enfants massacrés au couteau et à la hache : l'Algérie d'aujourd'hui rappelle la Grèce de la guerre civile

près des casernes inclus ! Pour résoudre le problème, chacun des adversaires tente de dissuader ses alliés de faire défection en rendant le retournement de veste très coûteux. La manière la plus simple est la terreur. Du point de vue de la guérilla, il s'agit d'une démarche rationnelle, qui n'a rien à voir avec l'islam ou la religion en général ; il s'agit d'un moyen

En comparant les conflits, on parvient enfin à une autre conclusion : l'adhésion individuelle à un groupe de guérilla ou à un groupe paramilitaire peut être favorisée par l'intervention d'un parti politique, mais n'est pas le résultat d'un choix politique ou idéologique conscient. Etre membre du GIA ou « patriote » (comme, durant la guerre d'Algérie, l'on était

harki ou moudjahid) est souvent l'aboutissement de conflits locaux ou d'affrontements familiaux ou personnels.

Les massacres en Algérie ne sont pas uniques. Ils ne sont ni particuliers à l'islam ni l'expression d'une folie sadique, comme le pensent de nombreux observateurs. Cela ne veut pas dire que de tels massacres sont acceptables, ni qu'il ne faille pas les condamner. Au contraire, la communauté internationale doit tout faire pour qu'ils cessent. Mais il y a pour cela un préalable : comprendre le conflit qui déchire l'Algérie, non pas comme quelque chose d'unique, mais comme la nouvelle expression d'un phénomène bien connu et malheureusement répétitif. Des concepts tels que le « terrorisme islamique » (qui était au centre des dénonciations entendues à la Mutualité, le 21 janvier) gênent la compréhension des faits. Les anathèmes contre les massacres et la condamnation de l'islamisme sont peut-être populaires, mais ils ne font qu'obscurcir les choses. Comprendre requiert une perspective radicalement différente.

Stathis N. Kalyvas enseigne la science politique à la New York University.